

posée, nous ne sommes pas obligés de l'accepter. Alors pourquoi fait-on naître dans le pays des espérances et des perspectives qui ne pourront jamais se réaliser ? Pourquoi, alors, laisser le public de la métropole sous une impression erronée à l'égard du sentiment qui règne au Canada ? Le budget de cette année, le plus franchement canadien que nous ayons jamais eu, comporte une déclaration de l'indépendance fiscale de notre pays. Il atteste que nous sommes prêts à négocier des traités avec l'étranger. Il déclare que nous avons adopté la politique de faveur pour l'avantage du peuple canadien, et jusqu'à ce point je l'accueille avec joie. Mais j'ajoute qu'il ne faut pas y attacher des déclarations en faveur d'une politique diamétralement opposée à celle que nous adoptons. Que l'opposition cesse de parler de protection réelle, de la devise "Le Canada aux Canadiens", de la défense de l'industrie canadienne, si elle professe en même temps son attachement à une politique qui détruirait les industries canadiennes, qui voudrait dire que le Canada n'est pas aux Canadiens, mais que le Canada n'est qu'un déversoir pour le trop plein des articles de Manchester et de Birmingham.

On se demandera peut-être comment il se fait que cette politique de M. Chamberlain, si défavorable aux colonies, n'est pas mieux accueillie en Angleterre ? La première cause probable est, je présume, ce manque d'imagination que M. Chamberlain reproche si amèrement au peuple de la mère patrie. Je ne le qualifierai pas ainsi. Je dirai que le bon sens, la sagacité et l'instinct de conservation du peuple anglais l'ont préservé jusqu'ici de la manie de l'impérialisme, de cette politique malsaine préconisée par M. Chamberlain depuis quelques années et soutenue malheureusement par quelques-uns de nos hommes publics du Canada.

Nous ne devons pas perdre de vue que le peuple de la Grande-Bretagne, auquel M. Chamberlain offre ces avantages moyennant une légère taxe sur les denrées alimentaires, ne peut guère se résoudre à payer la nourriture plus cher aujourd'hui dans l'espoir des avantages à venir que M. Chamberlain fait miroiter à ses yeux. J'ai la parole de M. Chamberlain, ainsi que celle de sir Henry Campbell-Bannerman, qu'un tiers de la population de la Grande-Bretagne reçoit une nourriture insuffisante—que treize millions d'hommes, de femmes et d'enfants des Îles-Britanniques n'ont pas tous les jours à manger à leur faim.

J'ai ici la déclaration de M. Chamberlain, venant à l'appui de celle de sir Henry Campbell-Bannerman, et affirmant que sur sept hommes de la classe ouvrière ayant aujourd'hui l'âge de 25 ans et appelés à atteindre l'âge de 65 ans, trois seront alors obligés de se réfugier à la maison des pauvres. Faut-il s'étonner que le peuple de la Grande-Bretagne refuse, même en retour des avantages

qu'on lui promet dans peu d'années, de consentir à une augmentation du prix des vivres, puisque ce prix est à ce moment même une question de vie ou de mort pour le tiers de la population ?

Mais ce n'est pas tout. Le peuple de la Grande-Bretagne n'a pas perdu le sentiment du maintien de ses institutions. Heureusement pour nous, il sait que la puissance britannique s'est formée, au double point de vue commercial et militaire, d'après le principe rationnel de la décentralisation, du self-government, de la quasi-indépendance des différentes parties de l'empire. Il sait que le seul moyen de maintenir l'intégrité de l'empire est de relâcher le plus possible le lien législatif ; que moins ce lien de force est tendu, plus se resserre le lien du sentiment.

On a dit avec raison, en Angleterre, que M. Chamberlain cherchait à gagner les colonies par l'appât du gain. C'est le moment de dire au chef de l'opposition et à l'honorable député de Toronto (M. Kemp), et à tous ces messieurs qui m'ont accusé de trahison, que si leur fidélité à la couronne éprouve le besoin de se vendre au gouvernement britannique aux dépens de la nourriture du peuple anglais, ma fidélité, celle de mes compatriotes les Canadiens-français est d'une autre nature. Nous sommes fidèles au drapeau britannique et à la couronne d'Angleterre, sans qu'il soit nécessaire de nous payer notre loyauté aux dépens de la vie de treize millions de sujets britanniques. Nous ne voulons pas être subornés, mais en même temps nous ne voulons être privés d'aucune de nos libertés ; et je crois exprimer ici non seulement le sentiment des Canadiens-français, mais aussi celui de la grande majorité de la population canadienne, pourvu que la politique de M. Chamberlain lui soit exposée telle qu'elle est réellement et non telle qu'on la suppose.

On se demandera peut-être : mais s'il est vrai que le projet de M. Chamberlain est si désavantageux pour les colonies, comment expliquez-vous que les colonies paraissent être favorables à cette politique ? Cela s'explique aisément. Considéré d'abord la conspiration de la presse. Aucun journal canadien n'a exposé à notre peuple la politique de M. Chamberlain telle qu'il l'a exposée lui-même en Angleterre. Quelques rares journaux hebdomadaires l'ont fait, mais aucun grand organe politique n'a présenté cette politique sous son aspect véritable. Tout ce qu'on a fait résonner à nos oreilles est le côté sentimental et tapageur de la cause—le sentiment de l'impérialisme—et il n'y a pas de base plus fragile pour faire un marché avantageux que le sentiment.

L'honorable député de Toronto ne devrait pas oublier la rebuffade qu'il reçut, lui et quelques-uns de ses collègues, au dernier congrès des chambres de commerce, en Angleterre, pendant la guerre de l'Afrique du Sud, en réponse à une tentative d'engager